
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Département de science politique
Session Hiver 2014

POL 8501-30
LES FONDEMENTS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Professeure : Bonnie Campbell

Bureau : A 3785
Téléphone : 987-3000 Poste 4574
Heures de bureau : Jeudi 14h à 17h

DESCRIPTIF :

Ce séminaire vise à analyser dans une perspective historique et interdisciplinaire les fondements de la coopération internationale. Dans ce but, pourront être abordés les diverses situations et différents contextes donnant lieu à la formulation de politiques de coopération ainsi que les définitions multiples de celles-ci; l'évolution des politiques d'assistance publique de diverses puissances; l'impact politique, économique, social et culturel de différentes formes d'aide, etc. Selon la personne responsable du séminaire, une emphase spécifique pourrait être accordée à des thèmes précis tels que l'assistance publique au développement du Canada; la coopération Sud-Sud; l'aide alimentaire; le développement dans un contexte de la militarisation; le rôle des organisations non-gouvernementales.

Dans un contexte de complexification des enjeux qui relèvent du développement international, incluant la multiplication des nouveaux objectifs assignés aux politiques dites de développement (urgence, sécurité, défense, humanitaire), du nombre d'acteurs (privés et publics) et de leurs relations, une réflexion sur les fondements de la coopération paraît des plus pertinentes. En effet, les stratégies de développement international sont en pleine mutation et les politiques de coopération internationale n'échappent pas à cette réalité. Entre l'émergence de nouveaux mécanismes de fourniture de l'aide tels le support budgétaire, la multiplication des fonds verticaux, la montée des nouvelles pratiques induites par les débats sur l'efficacité de l'aide et les enjeux de sécurité, on assiste à l'effritement du monopole programmatique des bailleurs traditionnels de l'assistance publique au développement (APD). Fondations, philanthropes, mais surtout les nouveaux bailleurs bilatéraux comme la Chine ou dans une moindre mesure le Brésil et la Corée du Sud, viennent transformer l'architecture de la coopération et les pratiques dans les pays dits en développement. Enfin, la multiplication et l'ampleur des catastrophes humanitaires et la volonté de renouveler les interventions sur une base plus durable dans les situations de crise et de post-conflit, rendent de plus en plus urgents les besoins de

réflexion sur l'articulation des phases d'urgence humanitaire, de reconstruction et de développement.

Quelles sont les conséquences de ces transformations sur les pratiques des bailleurs traditionnels membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) dont le Canada? Ces transformations remettront-elles en question les stratégies du passé ou doit-on s'attendre à voir converger les nouveaux acteurs du régime de l'aide vers les pratiques institutionnalisées des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE? Mais aussi et surtout, cet effritement du monopole programmatique des membres du CAD est-il de nature à accroître l'appropriation des stratégies de développement par les pays récipiendaires, c'est à dire les sujets du développement, en leur permettant de jouer un rôle plus affirmé et de faire triompher leurs préférences et leurs projets de développement ou assisterons-nous simplement à un déplacement des rapports de pouvoir induits et reproduits par l'APD? Les changements observés sont-ils propres au Canada ou signalent-ils des transformations qui caractérisent les autres pays donateurs membres de l'OCDE? Quelles sont les conséquences de ces changements pour l'action des organisations non-gouvernementales et des autres acteurs privés au Canada et au Québec? Au fond, ces transformations profondes mèneront-elles à un changement de régime ou même à la fin du régime de l'aide tel que nous le connaissons?

Depuis la Déclaration de Paris, entérinée le 2 mars 2005, un effort considérable a été consacré à l'élaboration de critères permettant de tracer et de mesurer les retombées de l'aide. Une emphase particulière a été mise sur la notion de « l'efficacité de l'aide ». Face aux tendances qui ont privilégié des critères tenant surtout compte des dimensions procédurales et administratives de l'efficacité (déboursement, livraison, etc.), une réflexion et des débats ont émergé parmi les organismes bilatéraux et de coordination de l'aide tels que l'OCDE qui reconnaissent l'importance d'approches plus globales : « La bonne gouvernance aide à renforcer la démocratie et les droits de l'homme, à promouvoir la prospérité économique et la cohésion sociale, à réduire la pauvreté, à soutenir la protection de l'environnement et l'utilisation durable de ressources naturelles, et à renforcer la confiance publique dans l'action et l'administration de l'état. » OCDE (2008), *Gouvernance et gestion publiques* [en ligne] http://www.oecd.org/topic/0,3373,fr_2649_37405_1_1_1_1_37405,00.html

Ainsi les montants consacrés par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE aux réformes qui visent l'amélioration de la gouvernance dans les pays du Sud ont atteint \$4 milliards en 2005 et ils sont en croissance constante selon l'OCDE. Mais quelle est la notion de gouvernance mise de l'avant par les différents bailleurs, et quels sont les critères utilisés pour évaluer les avancées dans ce domaine ?

De manière parallèle, face à des préoccupations réelles concernant l'utilisation du budget d'aide canadien, la loi C293, rend depuis juin 2008, le déboursement de l'aide canadienne devait se conformer à une série de critères. L'intégration de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement en mars 2013 souligne avec une nouvelle acuité la pertinence de ces enjeux.

Derrière ces récentes préoccupations et initiatives, ré émergent des questions anciennes concernant la définition des objectifs de l'aide (par qui, comment, et en fonction de quelles stratégies de développement ?) et les meilleurs moyens pour atteindre ces objectifs et mesurer leur atteinte.

Enfin, à la suite de la tenue du quatrième Forum de haut niveau à Busan, en Corée (du 29 novembre au 1er décembre 2011), où les dirigeants mondiaux ont examiné les opportunités et les défis que représente le développement international aujourd'hui on peut s'attendre à la formulation d'un consensus autour de principes communs pour des partenariats plus efficaces et, à son tour, des résultats pour le développement. En reconnaissance de ces nouvelles prises de position et de l'importance d'évaluer leurs conséquences en termes d'impacts sur le développement des pays concernés, le séminaire POL 8501 à la session d'Hiver 2014 se propose d'adopter une démarche permettant aux participants et participantes de contextualiser et d'analyser ces évolutions récentes qui sont présentées souvent dans une perspective très technique. Pour ce faire, le séminaire resituera l'analyse de la coopération internationale, étudiée sous l'angle plus spécifique de l'assistance publique au développement (l'aide), à partir d'une perspective de longue durée et dans le cadre de l'interaction entre l'évolution de l'environnement international et celle des politiques bilatérales d'aide au développement, dans le but de comprendre ces évolutions et notamment d'évaluer les efforts déployés visant une plus grande efficacité de l'aide.

Ainsi, la matière sera abordée à travers une périodisation en quatre temps et de manière à faire ressortir l'interaction entre les niveaux international et bilatéral, illustrée à partir de l'exemple de l'assistance publique au développement du Canada, mais n'excluant pas la possibilité de se pencher sur l'expérience des autres membres de l'OCDE, ainsi que des non membres et notamment le rôle et les politiques des pays dit émergents.

LES PÉRIODES CONSIDÉRÉES SERONT :

- a) La période de la genèse de l'aide au développement – 1945-1960 : La construction du modèle d'intervention – la pertinence des notions de croissance, de développement et l'émergence de la notion de « l'aide » (le point IV du discours du Président Truman, 1949).
- b) La période de la consolidation des stratégies d'intervention – les années 1960 et 1970 : L'aide dans le contexte de la croissance soutenue des économies occidentales.
- c) Les années 80 et 90 : l'économie d'endettement international. La consolidation du leadership des Institutions de Bretton Woods dans la réflexion sur le développement donne lieu à la subordination progressive de l'aide aux impératifs de l'ajustement structurel (exemple : la monétarisation de l'aide alimentaire). La multilatéralisation de la réflexion, de la conceptualisation et des initiatives dans le domaine du développement et de l'aide.

- d) De 2000 à présent : Le rôle de la coopération internationale dans le contexte de la priorité donnée aux réformes institutionnelles : bonne gouvernance et coopération internationale. Le niveau bilatéral : la complexité des objectifs poursuivis par les politiques d'aide en tant qu'instruments de la politique étrangère dans le contexte de la mondialisation des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux et de l'harmonisation des politiques de coopération. Avec la montée de nouveaux bailleurs, faisons-nous face à l'effritement du monopole programmatique des pays de l'OCDE et à un changement du régime de l'aide?

Une attention particulière sera portée à la période la plus récente dans le cadre de laquelle pourront être abordés des enjeux tels que l'évolution de la conditionnalité de l'aide, le virage sécuritaire de l'aide, le rôle de l'aide dans la réalisation pour 2015 des Objectifs de Développement du Millénaire, les enjeux de cohérence soulevés par l'aide comme instrument de politique étrangère, l'harmonisation des stratégies de l'aide, etc.

Le séminaire mettra une emphase particulière sur des illustrations et des thèmes précis et cherchera à intégrer l'expertise de personnes ayant travaillé directement sur les enjeux soulevés ci-dessus – notamment des expertises du milieu des ONG, des instances bilatérales et multilatérales, en fonction des intérêts des personnes inscrites dans le cours.

PROPOSITION DE DÉROULEMENT DU SÉMINAIRE :

NB Tous les textes mentionnés dessous ne se trouvent pas forcément dans le recueil.

8 janvier 2014 Introduction

Présentation des objectifs du séminaire, de la bibliographie et du mode d'évaluation.

Présentation : « Recherche sur le développement / recherche pour le développement, le cas des politiques de coopération comme question scientifique » Texte présenté à la conférence : « *Trente ans de recherches sur le développement et la mondialisation* » GEMDEV, Paris, le 22 novembre 2013.

15 janvier 2014 La période de la genèse de l'aide au développement – 1945-1960

La construction du modèle d'intervention – la pertinence de scruter le modèle, les notions de croissance, de développement et l'émergence de la notion de « l'aide » (le point IV du discours du Président Truman, 1949).

Lectures :

- Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1996, Chapitres 4, 5, et 6, pp.115-177.
- Philippe Hugon, « La pensée française en économie du développement. Évolution et spécificité », *Revue d'économie politique*, vol. CI, no 2, mars-avril 1991, pp.171-229.

22 janvier 2014 L'aide dans le contexte de la croissance soutenue des économies occidentales. La période de la consolidation des stratégies d'intervention – 1960-1970

Lectures :

- Commission on International Development, Lester Bowles Pearson, *Partners in Development*, (Pearson Report), Praeger Publishers, 1969, pp.23-33; pp.80-98; pp.124-135.

Le niveau bilatéral : l'expérience canadienne – la spécialisation de la forme institutionnelle avec la création de l'ACDI. Exemples de programmes et stratégies.

- Agence canadienne de développement international (ACDI), *Canada. Stratégie de coopération au développement international : 1975-1980*, Information Canada, Ottawa, 1975, pp.1-44.

29 janvier 2014 Conférencier invité: « Les changements récents dans le paysage de la coopération canadienne : l'intégration de l'ACDI au Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement, l'évolution des politiques de coopération internationale du Canada et le milieu des ONG »

“Changes at CIDA, Canadian international cooperation policies and the NGO milieu”» avec Brian Tomlinson, anciennement analyste senior au Conseil canadien de coopération internationale CCCI.

- Brian Tomlinson « L'agence canadienne de développement international: Bilan et perspectives » dans François Audet, Marie-Eve Desrosiers et Stéphane Roussel (Sous la direction), *L'aide canadienne au développement*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2008, pp.45-79.

5 février 2014 Une perspective historique- Les débats sur la réforme des politiques d'assistance publique au développement du Canada

Lectures :

- Canada, Parlement, Chambre des communes, Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, *Qui doit en profiter? Rapport sur les politiques et programmes du Canada en matière d'aide publique au développement*, Imprimeur de la reine pour le Canada, Ottawa, 1987. (Bibliothèque UQAM. Publications gouvernementales. +CA1 XC11-332/1-26).
- Agence canadienne de développement international, *Partageons notre avenir. L'assistance canadienne au développement international*, Approvisionnement et Services Canada, Hull, 1987. (Bibliothèque UQAM. Publications gouvernementales. +CA1.E94-93/1987)
- Canada, Ministère des Affaires extérieures et du commerce international, *Réponse du gouvernement aux recommandations du Comité parlementaire mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada*, Approvisionnement et Services Canada, Hull, 1995. (Bibliothèque UQAM. Publications gouvernementales. +CA1.E2-148/1995+).
- Canada, Ministère des Affaires extérieures et du commerce international, *Le Canada dans le Monde. Énoncé de politique étrangère du gouvernement*, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, 1995.
- Agence canadienne de développement international, « Programme de Coopération industrielle. Trousse d'information », mai 1997, 14 pages.

- Cranford Pratt, « Greater Policy Coherence, a Mixed Blessing: The Case of Canada » dans *Policy Coherence in Development Co-operation*, sous la direction de Jacques Foster et Olav Stokke, Frank Cass, London, 1999, pp.78-103.

12 février 2014 L'économie internationale d'endettement – les années 1980

La consolidation du leadership des institutions de Bretton Woods dans la réflexion sur le développement.

Lectures :

- Paul Mosley, Jane Harrigan, et John Toye, *Aid and Power: The World Bank and Policy-based Lending*, Routledge, Londres, 1991, pp. 3-61.
- Jean-Philippe Thérien, « Structures et mécanismes de l'aide canadienne » dans *La quête du développement. Horizons canadiens et africains*, sous la direction de J-P Thérien, Édition Association canadienne française pour l'avancement des sciences, Montréal, 1988, pp.71-87.
- Andrew Clark, *Coordonnée ou improvisée? La politique canadienne envers. L'Afrique subsaharienne dans les années 1980*, L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 1991, pp. 6-42.

19 février 2014 Vers la multilatéralisation de la réflexion, de la conceptualisation et des initiatives dans le domaine du développement et de l'aide

Le rôle de la coopération internationale dans le contexte de la priorité donnée aux réformes institutionnelles: bonne gouvernance et coopération internationale.

Le niveau multilatéral : les modèles proposés.

Lectures :

- World Bank, « Overview. Rethinking the Money and Ideas of Aid », dans *Assessing Aid, What Works, What Doesn't and Why*, Oxford University Press, New-York, 1998, pp.1-27
- Banque mondiale, « Proposition concernant un cadre de développement intégré » (Proposal for a Comprehensive Development Framework), janvier 1999, 36 pages.

26 février 2014 Semaine de lectures

5 mars 2014 Transformations récentes dans les politiques de coopération canadienne –

Le niveau bilatéral : la complexité des objectifs poursuivis par les politiques d'aide en tant qu'instrument de la politique étrangère dans le contexte de la mondialisation des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux.

Lectures :

- Bonnie Campbell et Pascale Hatcher, « Existe-t-il encore une place pour la coopération bilatérale? Réflexions à partir de l'expérience canadienne », *Revue Tiers Monde*, Paris, vol. XLV, no 179, juillet-septembre 2004, pp.665-687
- Canada, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Énoncé de politique internationale du Canada. Fierté et influence. Notre rôle dans le monde. Développement*. Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, 2005, 45 pages.

(Bibliothèque UQAM. Publications gouvernementales. +CA1 CD4-22/ 2005) ou [http://www.acdi-cida.gc.ca/epi-developpement].

- Canada, *Plan d'Action de l'ACDI en matière d'efficacité de l'aide (2009-2012)* [http://acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/About_CIDA/\\$file/PLANDACTION_EFF_ICACITEAIDE_2009-12-f.pdf](http://acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/About_CIDA/$file/PLANDACTION_EFF_ICACITEAIDE_2009-12-f.pdf)

12 mars 2014 L'aide 40 ans plus tard dans le contexte de la mondialisation. Qu'entendons-nous par un changement de régime? Conférencier invité.

19 mars 2014 La géopolitique de l'aide – une perspective vue du terrain :
Conférencière invitée : « La coordination humanitaire en Haïti suite au séisme : le mécanisme des *clusters*, un enjeu de gouvernance.

Lectures : Textes non inclus dans le recueil

- Dominique Caouette, « Les organisations non gouvernementales canadiennes : Bilan et perspectives » dans François Audet, Marie-Eve Desrosiers et Stéphane Roussel (Sous la direction), *L'aide canadienne au développement*, Les Presses de l'Université du Québec, 2008, pp.111-139.
- The Reality of Aid *Report 2010*, Aid and Development Effectiveness: Towards Human Rights, Social Justice and Democracy - Manila, IBON [en ligne]. <http://www.realityofaid.org>
- Thomas W. Dichter, « The Mismatch of Organizational Imperatives and Money » dans *Despite Good Intentions. Why Development Assistance to the Third World Has Failed*, University of Massachusetts Press, Amherst & Boston, 2003, pp.181-196.
- Jean-Michel Severino et Olivier Charnoz, « Un paradoxe du développement », Agence française de développement, parue dans *Revue d'Économie du développement*, juin 2004, p.77-97. [http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/users/administrateur/public/article/paradoxedudeveloppement.pdf].

26 mars 2014 Nouveaux enjeux dans le tableau de la complexification des stratégies de coopération internationale : Un exemple- les paradoxes des enjeux d'appropriation. Conférencier invité.

Le traitement de ces sujets dépendra des intérêts de personnes inscrites au séminaire.

Lectures :

- François Giovalucchi et Jean- Pierre Olivier de Sardan, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : Le cadre logique, outil et miroirs des développeurs ». *Revue Tiers-Monde*, No.198, avril-juin, 2009. p. 383-406.
- Charles Saliba-Couture, « L'appropriation et la Déclaration de Paris : Un discours convaincant, mais en sommes-nous convaincus? » *Revue canadienne d'études du développement*, Vol. 32, No. 2, juin 2011, 180–195

2 avril, 9 avril et 16 avril 2014

Séances consacrées à la présentation des travaux de recherche.

Bibliographie

La littérature sur la matière de ce séminaire est extrêmement vaste.

Les références incluses ici sont suggérées à titre indicatif de quelques-uns des très nombreux ouvrages disponibles sur la matière du séminaire. De plus, cette bibliographie introductive et non limitative est orientée de manière à privilégier les thèmes retenus cette année. Elle passe ainsi sous silence de nombreux autres thèmes qui auraient pu être abordés tels que la coopération Sud-Sud, la coopération militaire, l'étude comparative des politiques de coopération telles que celles de l'Union européenne, de la Chine, de la France, du Japon ou des États-Unis.

Cette bibliographie est divisée en deux parties :

- A. Fondements de la coopération internationale. Bibliographie générale.
- B. L'assistance publique au développement du Canada.

A. FONDEMENTS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE. BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.

ASSIDON, E. (dir.), Les théories économiques du développement, La Découverte, Paris, 1992, 121 p.

AYRES, R. L. Banking on the Poor. The World Bank and Poverty, M.I.T. Press, 1983, 282 p.

BANQUE MONDIALE, Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara : programme indicatif d'action, Washington, 1981 (Rapport Berg).

BANQUE MONDIALE, Un programme d'action concertée pour le développement stable de l'Afrique au sud du Sahara, Washington, 1984.

BANQUE MONDIALE, L'Afrique subsaharienne: de la crise à une croissance durable, Washington, 1989.

BANQUE MONDIALE, L'ajustement en Afrique, 2 volumes, Washington, 1994. Vol. I L'ajustement en Afrique. Réformes, résultats et chemin à parcourir, Rapport de la Banque mondiale sur les politiques de développement, Washington, 1994.

BANQUE MONDIALE, L'État dans un monde en mutation. Rapport sur le développement dans le monde 1997, Oxford University Press, Banque mondiale, Washington, 1997.

BÉLANGER, S. « L'aide alimentaire canadienne : le poids des intérêts politiques et commerciaux dans la sécurisation alimentaire des populations » dans CONOIR, Y. et VERNA, G. (dir.), L'action humanitaire du Canada. Histoire, concepts, politiques et pratiques de terrain, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2002, pp.217-241.

BERG, E. Rethinking Technical Cooperation. Reforms for Capacity Building in Africa. Regional Bureau for Africa, United Nations Development Programme and Development Alternatives, 1993, 336 p.

BIERSTEKER, T. J., « Reducing the Role of the State in the Economy: A Conceptual Exploration of I.M.F. and World Bank Prescriptions », International Studies Quarterly, vol. XXXIV, 1990, pp.477-492.

BUIRA, A. (dir.), Reforming the Governance of the IMF and the World Bank, (G24 Research Program), Anthem Press, 2005, 308 p.

CAMPBELL, B. (dir.), Political Dimensions of the International Debt Crisis, Macmillan Press, Londres, 1989.

CAMPBELL, B. and LOXLEY, J. Structural Adjustment in Africa, Macmillan Press, Londres, 1989. Voir la bibliographie pp.266-268.

CAMPBELL, B. « La Banque mondiale et le FMI : entre la stabilisation financière et l'appui au développement », Interventions économiques, Montréal, no 26, automne 1994/hiver 1995, pp.111-140.

CAMPBELL, B. « Reconceptualisation de l'État au Sud. Participation démocratique ou managérialisme populiste », dans François Crépeau (dir.), Mondialisation des échanges et fonctions de l'État, Les Établissements Bruylant, Bruxelles, 1997, pp.163-231.

CAMPBELL, B. « La bonne gouvernance, une notion éminemment politique » dans Haut conseil de la coopération internationale, Les non-dits de la bonne gouvernance, Karthala, Paris, 2001, pp.119-149.

CAMPBELL, B. « “The rules of the game” ou la production de nouveaux cadres normatif » dans Gérard Winter (dir.), Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs, Karthala-IRD, Paris, 2001, pp.301-323.

CAMPBELL, B. et LOSCH, B. « Les pauvres, bénéficiaires ou otages des stratégies de réduction de la pauvreté ? Tout changer pour aller plus loin », Politique Africaine, Paris, no 87, octobre 2002, pp.175-184.

CAMPBELL, B. (dir.). Qu'allons-nous faire des pauvres? Réformes institutionnelles et espaces politiques ou les pièges de la gouvernance pour les pauvres. L'Harmattan, Paris 2005. 207 pages.

CAMPBELL, B. et G. GOYETTE-COTÉ. « Quel développement ? Enjeux et défis du développement à l'heure de la multilatéralisation de l'APD? » Revue Relations, no 712, 2006. p. 12-14.

CAMPBELL, B. « La recherche pour le développement : où en sommes-nous ? », European Journal of Development Research, vol 21 n°1, février 2009, pp.26-31

CAOUETTE, D. « L'engagement international des organisations dans la société civile comme moyen de repenser et renforcer leur action sociale » dans Chroniques de la gouvernance 2009-2010, L'Institut de recherche et débat sur la gouvernance, Paris : Éditions Charles Léopold Mayer, pp.149-154. www.cerium.ca/

COGNEAU, D. et J.D. NAUDET, « Who Deserves Aid? Equality of Opportunity, International Aid and Poverty Reduction », World Development, 35 (1) 2007 : 104-120.

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DES NATIONS UNIES, Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS) 1989, 57 pages et annexes.

CORNIA, G. A., JOLLY, R. et STEWART, F. L'ajustement à visage humain. Protéger les groupes vulnérables et favoriser la croissance, Economica, Paris, 1987.

CORNIA, G. A., et HELLEINER, G.K. (dir.), From Adjustment to Development in Africa. Conflict, Controversy, Convergence, Consensus ?, St. Martin's Press, New York, 1994.

COUSSY, J. et HUGON, P., Intégration régionale et ajustement structurel en Afrique subsaharienne, Paris, CERED, LAREA, 1992.

CULPEPER, R., Forced Adjustment : The Export Collapse in Sub-Saharan Africa, The North South Institute, Ottawa, 1987.

CULPEPER, R. The Debt Matrix, The North-South Institute, Ottawa, 1988.

DAVIRON, D et B., GIORDANO T. « Le Millenium Challenge Account. Une nouvelle conception de l'aide publique au développement ? » IDDRI/Idées pour un débat, 4/2006.

DUFFIELD, M. Development, Security and Unending War: Governing the World of Peoples, Polity, UK, 2007, 272 p.

DURUFLÉ, G. L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar), Karthala, Paris, 1988, 205 p.

DURUFLÉ, Gilles, Le Sénégal peut-il sortir de la crise ? Douze ans d'ajustement au Sénégal, Karthala, Paris, 1994.

EASTERLY, W., Le fardeau de l'homme blanc ; L'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres, Editions Markus Haller, 2006.

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA (UNECA), African Alternative Framework to Structural Adjustment. Programme for Socio-Economic Recovery and Transformation, UNECA, New York, 1989, 53 pages et annexes.

ESCOBAR, A. Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World, Princeton: Princeton University Press, 1995.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, Pour une énumération des très nombreuses publications du Fonds, voir le site du FMI.

FOX, Jonathan A. et L. D. BROWN (dir.), The Struggle for Accountability: The World Bank, NGOs, and Grassroots Movements. Cambridge : MIT Press. 1998

GABAS, J.J. « L'économie politique de la coopération internationale », Économies et Sociétés, 4^{ème} trimestre 2000.

GABAS, J.J et P. HUGON. « Biens publics mondiaux et coopération internationale », L'Économie politique, Paris, novembre 2001

GABAS J.J. Nord-Sud : l'impossible coopération?, Presses de Sciences-Po, Paris, 2002.

GABAS J.J. « Acteurs et politiques publiques », communication présentée au Colloque de l'Association Tiers-Monde, Paris mai 2003, et publiée dans la Revue Mondes en développement, tome 31, 2003.

GABAS J.J. « French development co-operation policy », dans European Development Co-operation at the Beginning of a New Millennium, Olave Stokke (dir.) EADI/Routledge, London, April, 2005.

GABAS, J.J. (dir.) L'aide publique française au développement, La Documentation française, Collection : Les études de la Documentation, Paris, 171 pages, 2005.

GABAS, J.J. « Référentiels, développement et politiques de coopération », dans Techniques financières et développement, Épargne sans frontière, n° 92, septembre, Paris, 2008.

GABAS, J.J. « Les pays émergents et la coopération internationale », dans L'enjeu mondial. Les pays émergents, C. JAFFRELOT (dir.), Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

GABAS J.J., LOSCH B., « La fabrique en trompe l'oeil de l'émergence », dans L'enjeu mondial. Les pays émergents, C. JAFFRELOT (dir.), Presses de Sciences Po, 2008.

GABAS, J.J. « Aide au retour et codéveloppement : quel impact ? », dans L'enjeu mondial. Les migrations, C. JAFFRELOT et C. LEQUESNE (dir.), Paris : Presses de Sciences Po, 2009.

GÉLINAS, J. B. Et si le Tiers Monde s'autofinçait. De l'endettement à l'épargne, Éditions Ecosociété, Montréal, 1994, 238 p.

GEMDEV, L'État en Afrique : indigénisations et modernités, Cahiers de Gemdev, no 24, juin 1996, Gemdev, GIS Économie Mondiale, Tiers-Monde, Développement, Paris.

GEMDEV, La Convention de Lomé en questions. Les relations entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne après l'an 2000, Karthala, Paris, 1997, 600 p. Voir l'excellente bibliographie pp.562-595.

GEMDEV, GABAS, J.J. (dir.), L'Union européenne et les pays des ACP. Un espace de coopération à construire, Karthala, Paris, 1999, 459 p.

GEMDEV, M. BEAUD *et al.*, Mondialisation. Les mots et les choses, Paris : Karthala, 1999, 358 p.

GEORGE, S. A Fate Worse than Debt, London: Penguin, 1988.

GEORGE, S. Jusqu'au cou, Paris : La Découverte, 1988.

GERONIMI V., BELLIER I., GABAS J.-J., VERNIERES M., VILTARD Y. (dir.) Savoir et politiques de développement : questions en débat à l'aube du XXIème siècle. Paris : Karthala, 2008.

GIBBON, P., BANGURA, Y., OFSTAD, A. (dir.), Authoritarianism, Democracy and Adjustment. The Politics of Economic Reform in Africa, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1992, 236 p.

GIORDANO T., Aide publique au développement : vers une collaboration franco-sud-africaine?, IDDRI, Idées pour un débat, 11/2008

GIOVALUCCHI, François, OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : Le cadre logique, outil et miroirs des développeurs », Revue Tiers Monde, No.198, avril-juin, 2009. p. 383-406.

GOYETTE-COTÉ, G., Le « nouveau régime de l'aide » à l'épreuve des faits : du consensus de Washington à la déclaration de Paris, mémoire de maîtrise en science politique, sous la direction de B. Campbell, UQAM, mai 2010

HELLEINER, G.K. « The I.M.F. and Africa in the 1980's », Revue canadienne des études africaines, vol. XVII, no 1, 1983, pp.17-33.

HELLEINER, G.K. (dir.), Africa and the I.M.F., publié par le Fonds monétaire international, 1986.

HIBOU, B. «Banque mondiale: les méfaits du catéchisme économique. L'exemple de l'Afrique subsaharienne», dans Esprit, Paris, août-septembre 1998, pp.98-140.

HUGON, P. « La crise économique à Madagascar et l'intervention du Fonds monétaire international », Revue canadienne des études africaines, vol. XX, no 2, 1986, pp.186-218.

HUGON, P. « La pensée française en économie du développement. Évolution et spécificité », Revue d'économie politique, vol. CI, no 2, mars-avril 1991, pp.171-229.

Interventions économiques, Montréal, no 16, « Développement : la crise des modèles », hiver 1986.

KWAM, S. K. et RUCCIO, D. F. (dir.), Debt and Development in Latin America, University of Notre-Dame Press, Indiana, 1985, 226 p.

LAIDI, Z., Enquête sur la Banque mondiale, Fayard, Paris, 1989, 358 pages.

LAWRENCE, P. (dir.), World Recession and the Food Crisis in Africa, R.O.A.P.E. Publications, Sheffield and James Currey, London, 1986.

L'HÉRITEAU, M.-F., « Endettement et ajustement structurel: la nouvelle canonnière », Revue Tiers-Monde, vol. XXII, no 91, juillet-septembre 1982, pp.519-549.

L'HÉRITEAU, M.-F., Le Fonds monétaire international et les pays du Tiers-Monde, Presses Universitaires de France et IEDES, 1986, 277 pages, 2^e édition 1990.

LOXLEY, J., « The World Bank and the Model of Accumulation », dans BARKER, J. (dir.), The Politics of Agriculture in Tropical Africa, California, Sage Inc., 1984, pp.65-76.

LOXLEY, J. « Alternative Approaches to Stabilization in Africa », dans Gerald K. Helleiner (dir.), Africa and the International Monetary Fund, F.M.I., 1986, pp.117-147.

LOXLEY, J. Debt and Disorder, étude commanditée par l'Institut Nord-Sud, Ottawa, publiée par Westview Press, 1986.

LOXLEY, J. « IMF and World Bank Conditionality and Sub-Saharan Africa » in Peter Lawrence (dir.), World Recession and the Food Crisis in Africa, ROAPE and James Currey, 1986, pp. 96-103.

LOXLEY, J. Interdépendance, déséquilibre et croissance. Réflexions sur l'économie politique des relations Nord-Sud à l'aube du prochain siècle, Centre de Recherches pour le développement international, Ottawa, 1999, 175 p.

LEYS, C., The Rise and Fall of Development Theory, James Currey Ltd, London, 1996, 205 p.

MARCHESIN, P. Les nouvelles menaces. Les relations Nord-Sud des années 1980. Karthala, 2001, 254 pages.

MENDE, T. De l'aide à la recolonisation, Coll. Histoire immédiate, Seuil, Paris, 1972, 317 p.

MKANDAWIRE, T. et OLUKOSHI, A. (dir.), Between Liberation and Oppression. The Politics of Structural Adjustment in Africa, Codesria Books Series, Dakar, 1995.

MKANDAWIRE, T. et SOLUDO, C., Our Continent, Our Future, African Perspectives on Structural Adjustment, Codesria Books Series, Dakar, 1999. Aussi en français.

MOORE, D. and G.J. Schmitz (dir.), Debating Development Discourse. Institutional and Popular Perspectives, The Macmillan Press Ltd, London, 1994.

MOORE, M. «Declining to Learn from the East ? The World Bank on “Governance and Development» I.D.S. Bulletin, UK, vol. XXIV, no 1, 1993, pp.39-49.

MOSLEY, P. HARRIGAN, J. et TOYE, J. Aid and Power. The World Bank and Policy-based Lending, 2 volumes, Routledge, London and New York, 1991.

MOSSE, D., Cultivating development. An ethnography of aid policy and practice, Pluto Press, Palgrave Macmillan, New York 2005.

MOYO, Dambisa, Dead Aid: Why Aid is Not Working and How There is a Better Way For Africa, Farrar, Straus and Giroux. New York. 2009.

NAUDET, J.D. «À chacun selon son mérite ou selon ses besoins : l'aide doit-elle être sélective?», Afrique Contemporaine, n°188, octobre-décembre 1998, Documentation française, pages 184 à198.

NOREL, P. et E. SAINT-ALARY, L'endettement du Tiers-Monde, Paris, Syros/Alternatives, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1988, 157 p.

NOREL, P. Les banques face aux pays endettés, Paris, Syros/Alternatives, 1990, 190 pages.

NORTH, D. Le processus de développement économique, Editions d'Organisation, 2005.

NOTHIAS, T. A.C. GALLET, et D. CAOUILLE « Au-delà du développement : Quand la coopération internationale rencontre l'altermondialisme », Revue Possibles, Vol.35, No.1. Hiver 2011.

ODHIAMBO, Thomas *et al.* (dir.), Hope Born out of Despair. Managing the African Crisis, Heinemann, Kenya, 1988, 123 p.

OLUSANYA, G.O. et OLUKOSHI, A.O. (dir.), The African Debt Crisis, Nigerian Institute of International Affairs, Lagos, 1989, 141 p.

ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE et COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (CAD-OCDE), Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle, Paris, OCDE, 1996.

ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE, Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000, O.U.A., 1981 (disponible aux H.E.C., Montréal).

PAYER, C. The Debt Trap : The International Monetary Fund and the Third World, Monthly Review Press, 1974, 251 p.

PAYER, C. The World Bank. A Critical Analysis, Monthly Review Press, 1982, 414 p.

PAYER, C. Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development, Zed Press, London, 1991.

PÉROUSE de MONTCLOS, M.-A. « Du développement à l'humanitaire, ou le triomphe de la com' », Revue Tiers Monde, 4/2009 (n° 200), p. 751-766. URL : www.cairn.info/revue-tiers-monde-2009-4-page-751.htm.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD),
• Rapport Mondial sur le Développement Humain, (Annuel), Economica, Paris.

RIST, G. Le développement. Histoire d'une croyance occidentale, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1996.

SOGGE, D. Les mirages de l'aide internationales, Éditions Écosociété, Montréal, 2003.

STEIN, H. (dir.), Asian Industrialization and Africa. Studies in Policy Alternatives to Structural Adjustment, St Martin's Press, 1995.

STEIN, H. Beyond the World Bank Agenda. An Institutional Approach to Development, University of Chicago Press, 2007, 334p.

STIGLITZ, J. E., La grande désillusion. Fayard, Paris, 2002, 324 pages.

THÉRIEN, J-P. et LLOYD, C. « Development Assistance on the Brink », Third World Quarterly, vol. XXI, no1, 2000.

TORRIE, J. (dir.), Banking on Poverty. The Global Impact of the I.M.F. and the World Bank, Toronto, Between the Lines Press, 1983.

VAN ROOY, A. (dir.), Civil Society and the Aid Industry. The Politics and Promise, Earthscan en collaboration avec l'Institut Nord-Sud, 1998.

VERON, J.B. Rapport Sur L'aide Au Développement 2005 – 2006, Paris: AFD, 2005.

WEISS, T. et GORDENENKER L., NGOs the UN and Global Governance, Lynne Reiner Publisher, Boulder, 1996.

WHITFIELD, L. The politics of aid; African strategies for dealing with donors, Oxford University Press, 2009.

WORLD BANK, Financing Adjustment with Growth in Sub-Saharan Africa, 1986-90, Washington, 1986.

WORLD BANK, Sub-Saharan Africa, From Crisis to Sustainable Growth. A Long-Term Perspective Study, Washington, 1989.

WORLD BANK, Governance and Development, World Bank Publication, Washington D.C., 1992, 61 p.

WORLD BANK, Governance. The World Bank's Experience, World Bank Publication, Washington, D.C., 1994, 65 p.

WORLD BANK, World Development Report 1997. The State in a Changing World, World Bank by Oxford University Press, New York, 1997.

WORLD BANK, Assessing Aid, What Works, What Doesn't, and Why, World Bank by Oxford University Press, 1998, 148 p.

B. L'ASSISTANCE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DU CANADA.

B.1. Documentation officielle

Agence canadienne de développement international, Rapports annuels : 1968 – 1995, Approvisionnement et Services Canada, Hull.

Agence canadienne de développement international, Canada. Stratégie de coopération au développement international 1975-1980, Information Canada, 1975, pp.1-44.

Agence canadienne de développement international, Pour bâtir un monde meilleur : Réponse du Gouvernement du Canada au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur sur les politiques et programmes du Canada en matière d'aide publique au développement, Approvisionnement et Services Canada, Hull, 1987.

Agence canadienne de développement international, Partageons notre avenir : L'assistance canadienne au développement international, Hull, Approvisionnements et Services, Canada, 1987.

Agence canadienne de développement international, « Programme de Coopération industrielle. Trousse d'information », mai 1997, 14 p.

Agence canadienne de développement international, Vers une stratégie à long terme pour le programme canadien d'aide internationale: cadre de consultation, octobre 2000, Hull.

Agence canadienne de développement international, Stratégie de développement durable de l'ACDI 2001-2003. Un plan d'action pour le changement, février 2001, 55 p.

Agence canadienne de développement international, Pour une aide internationale plus efficace. Les nouvelles approches du programme canadien d'aide internationale, juin 2001, 53 p.

Agence canadienne de développement international, Le Canada contribue à un monde meilleur : énoncé de politique en faveur d'une aide internationale plus efficace, septembre 2002.

Canadian International Development Agency, Canada's Memorandum to the OECD Development Assistance Committee, Peer Review 2002.

- Voir Annexe A, Policy Coherence, septembre 2002, pp. 87-106.

Gouvernement du Canada, Politique étrangère au service des Canadiens, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.

Gouvernement du Canada, Chambre des Communes, Comité permanent des Affaires étrangères et du commerce extérieur : Qui doit en profiter? Rapport sur les politiques et programmes du Canada en matière d'aide publique au développement, Ottawa, mai 1987.

Gouvernement du Canada, Rapport du Comité Mixte Spécial du Sénat et de la Chambre des Communes chargé de l'examen de la Politique étrangère du Canada, novembre 1994.

Gouvernement du Canada, Le Canada dans le Monde, Énoncé de politique étrangère du gouvernement, Ottawa, 1995.

Gouvernement du Canada, Énoncé de politique internationale du Canada. Fierté et influence. Notre rôle dans le monde. Voir surtout le volume : Développement, 2005.

B.2. Générale

AUDET, F., DESROSIERS M.-E. et ROUSSEL S. (dir.), L'aide canadienne au développement, Presses de l'Université du Québec, 2008.

BLACK, D. R. et R. TIESSEN « The Canadian International Development Agency: New Policies, Old Problems », *Canadian Journal of Development Studies*, Vol. 28, No.2, Juin, 2007, pp.213-228.

BROADHEAD, T. et B. HERBERT-COPLEY Ponts de l'espoir? Les organisations bénévoles canadiennes et le tiers-monde, Institut Nord-Sud, Ottawa, 1988.

BROWN, S. (dir.) Struggling for Effectiveness .CIDA and Canadian Foreign Aid. A critical and constructive examination of Canada's assistance to developing countries, McGill-Queen's University Press, 2012.

BROWN, S. « L'aide publique canadienne à l'Afrique : vers un nouvel âge d'or? », dans AUDET, F., DESROSIERS M.-E. et ROUSSEL S. (dir.), L'aide canadienne au développement, Presses de l'Université du Québec, 2008, pp.267-290.

CARTY, R. et SMITH, V. Perpetuating Poverty : The Political Economy of Canada's Foreign Aid, Between the Lines, Toronto, 1981.

CLARK, A. Coordonnée ou improvisée ? La politique canadienne envers l'Afrique subsaharienne dans les années 1980, Institut Nord-Sud, Ottawa, 1991, 128 p.

CLARKE, R et SWIFT, R. (dir.), Ties That Bind. Canada and the Third World, Between the Lines Press, Toronto, 1982, 240 p.

CONOIR, Y. et VERNA, G. (dir.), L'action humanitaire du Canada, Histoire, concepts, politiques et pratiques de terrain, Les Presses de l'Université Laval, 2002, 615 p.

FREEMAN, L. « The Effects of the World Crisis on Canada's Involvement in Africa » Studies in Political Economy, no 17, été, 1985.

FREEMAN, Linda, The Ambiguous Champion ; Canada and South Africa in the Trudeau and Mulroney Years, University of Toronto Press, Toronto, 1997.

GOYETTE-CÔTÉ, G. «Les transformations de l'aide canadienne : quelle efficacité pour quel développement? », dans *Techniques financières et développement*, Paris, no. 105, décembre 2011.

GOYETTE-CÔTÉ, G., « Le déliement de l'aide au développement canadienne ». Les Cahiers de la Chaire C.-A. Poissant, Collection recherche, no 2008-01, mai.

KIRTON, J. « Shaping the Global Order : Canada and the Francophone and Commonwealth Summits of 1987 », Behind the Headlines, Canadian Institute of International Affairs, Toronto, vol. XLIV, no 3, 1987.

INSTITUT NORD-SUD, Rapport canadien sur le développement, Annuel, INS, Ottawa.

- Voir les excellentes annexes statistiques de ces Rapports.

INSTITUT NORD-SUD, « Poverty and Policy Coherence. Study of Canada's Relations with Developing Countries », The North South Institute, Ottawa. 2002.

MACDONALD, L. "Unequal Partnerships: The Politics of Canada's Relations with the Third World" in Studies in Political Economy, no. 47, 1995, pp. 111-141.

MARCLAY, E. «Le virage vers les questions de sécurité de l'aide publique au développement» dans AUDET, F., DESROSIERS, M.-E. et ROUSSEL S. (dir.), L'aide canadienne au développement, Les Presses de l'Université du Québec, 2008, pp.241-263.

MORRISON, D. R., Aid and Ebb Tide: A History of CIDA and Canadian Development Assistance, Wilfrid Laurier University Press, Waterloo, 1998.

MILLER, R. Aid as Peacemaker : Canadian Development Assistance and Third World Conflict, Carleton University Press, Ottawa, 1992, 210 p.

PRATT, C. « Ethics and Foreign Policy : the Case of Canada's Development Assistance » International Journal, vol. XVIII, no 2, 1988.

PRATT, C. « Canada : An Eroding and Limited Internationalism », in Cranford Pratt (dir.), Internationalism under Strain : The North-South Policies of Canada, the Netherlands, Norway and Sweden, University of Toronto Press, Toronto, 1989, pp.24-69.

PRATT, C. « Middle Power Internationalism and Global Poverty » in Cranford Pratt (dir.), Middle Power Internationalism : The North South Dimension, Montreal-Queen's Press, Montreal, 1990, pp.3-24.

PRATT, C. (dir.), Canadian Development Assistance Policies : An Appraisal, McGill-Queen's Press, Montreal and Kingston, 1994, 378 p.

PRATT, C. « Greater Policy Coherence, A Mixed Blessing : The Case of Canada », in Jacques Foster and Olav Stokke (dir.), Policy Coherence in Development Cooperation, EADI Book Series 22, Frank Cass, London, 1999, pp.78-103.

REGEHR, E. and SWIFT, R. Dubious Sentinel : Canada and the World Military Order, Project Ploughshares, Waterloo, 1979.

RUDNER, M. «Canada in the World: Development Assistance in Canada's New Foreign Policy Framework», *Canadian Journal of Development Studies*, 17(2), 1996, p.193-220.

SIMPSON, E. The Post-9/11 Security Agenda and Canadian Foreign Policy: implications for the Global South, CCCI, Ottawa
http://www.ccic.ca/e/docs/002_peace_2005-06_post_911_background_paper.pdf

SPICER, K. A Samaritain State ? External Aid in Canada's Foreign Policy, University of Toronto Press, Toronto, 1966.

Quelques adresses utiles :

- Centre de recherches pour le développement international : <http://www.idrc.ca>
- Institut Nord-Sud : <http://www.nsi-ins.ca>
- Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) : <http://www.unrisd.org>
- Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada <http://www.international.gc.ca/international/index.aspx?lang=fra>
- Centre de recherche interdisciplinaire en recherche en développement international et société : <http://www.cirdis.uqam.ca>
- Conseil canadien de coopération internationale (CCCI) : <http://www.ccic.ca>

- Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) : <http://www.aqoci.qc.ca>
- European Center for Development Policy Management (Pour des informations relatives à la Convention de Lomé) : <http://www.oneworld.org/ecdpm>
- Haut Conseil de la Coopération Internationale (France) : <http://www.hcci.gouv.fr>
- Groupement d'intérêt scientifique pour l'Étude de la Mondialisation et du Développement (GEMDEV) : <http://www.gemdev.org/>

Proposition d'entente d'évaluation en quatre parties - Hiver 2014:

1- Rédaction d'un travail de recherche :

Le thème et le plan de recherche devront être approuvés avant l'entreprise de ce travail.

À titre indicatif, la longueur du travail devra se situer entre 25 et 50 pages.

Le travail de recherche devra comporter un élément original, que ce soit sur le plan méthodologique, empirique ou théorique.

Date de remise du travail : le 16 avril 2014

Grille d'évaluation des travaux de recherche de fin de session:

Précision de la problématique, de l'hypothèse et de l'organisation	6%	
Cohérence de l'argumentation, rigueur de la démonstration et exactitude des données	25%	
Originalité du sujet et du traitement	7%	
Sources et références (diversité et pertinence)	5%	
Présentation matérielle	7%	
	Total	50%

2- Présentation orale en classe de l'une des lectures requises.

Une partie du séminaire est consacrée à la présentation des lectures.

Critères d'évaluation : Justesse de la synthèse des arguments de l'auteur, pertinence des éléments soumis à discussion. (Voir grille qui sera fournie)

Critères : Rigueur de l'argumentation, clarté de la présentation, sources, intérêt suscité.

15%

3- Préparation d'un travail court selon une grille et des modalités définies à l'avance

qui seront communes pour les travaux sur l'un ou l'autre des thèmes suivants :

- Un des cinq piliers de la Déclaration de Paris ou d'une autre déclaration officielle telle que celle de Busan de novembre 2011 par exemple.
- Le portrait du programme d'aide d'un pays donateurs

Voir grille qui sera fournie pour les critères

Longueur : environ de 10 à 15 pages.

25%

Date de remise du travail : le 5 mars 2014

4. Participation sur une base régulière aux discussions des séminaires hebdomadaires.

Critères : Assiduité, contribution aux discussions, respect des autres membres du séminaire **10%**

Total 100%

Service d'appui académique aux étudiants et étudiantes en science politique

Le Centre Paulo Freire, qui est animé par des étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles, est ouvert 5 jours par semaine, au local A-3645 de 11h à 16h. Le Centre offre un service d'appui académique aux étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes de science politique.

Plagiat

Règlement no 18 sur les infractions de nature académique

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constituent une infraction au sens de ce règlement

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-créditation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir :

www.integrite.uqam.ca

LE CENTRE PAULO FREIRE

Le Centre Paulo Freire, qui est animé par des étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles sera ouvert 5 jours par semaine, au local A-3645. Le Centre offre un service d'appui académique aux étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes de science politique. Pour connaître leurs heures d'ouverture, SVP composez le 514 987-3000 poste 2544.

PLAGIAT

Règlement no 18 sur les infractions de nature académique

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constitue une infraction au sens de ce règlement

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée ;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir : www.integrite.uqam.ca

ENTENTE D'ÉVALUATION

6.9 Entente d'évaluation

6.9.2 Objet de l'entente d'évaluation

Une entente [démocratique] doit intervenir entre [l'enseignantE] et les [étudiantEs inscritEs] à ce groupe-cours sur les aspects particuliers suivants :

- a) le nombre et les échéances des évaluations;
- b) la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale.

Cette entente doit respecter les modalités et échéances déjà établies, lorsque s'effectue une évaluation commune à plusieurs groupes d'un même cours.

6.4 Modalités d'application de l'évaluation et de la notation

- a) Si un examen fait partie des modalités d'évaluation, il ne peut intervenir dans le résultat global pour plus de cinquante pour cent (50%). Les autres éléments d'évaluation ne sont pas assujettis à cette disposition.
- b) Si l'évaluation porte sur un unique travail de trimestre, la production de ce travail doit donner lieu à plus d'une évaluation et à l'attribution d'une notation d'étape.

6.9.3 Procédure

Cette entente [démocratique] doit être consignée et doit intervenir dans les deux semaines qui suivent le début officiel des cours (ou dans un laps de temps proportionnel s'il s'agit d'un cours à horaire spécial). L'entente à laquelle souscrivent [l'enseignantE] et la majorité des [étudiantEs présentEs] doit être signée par [l'enseignantE] et par deux [étudiantEs] du groupe-cours qui agissent alors à titre de témoins.